

Gattaz, patron "de combat"

Pierre Gattaz accède à la tête du Medef. François Hollande n'a qu'à bien se tenir.

PATRONAT

Bernard Delattre

Correspondant permanent à Paris

La fin d'une époque et un changement de genre à la tête du Mouvement des entreprises de France (Medef) : plus importante organisation patronale hexagonale, revendiquant 750 000 sociétés adhérentes (davantage des grandes entreprises que des PME). Ce mercredi, sa présidente de-

puis huit ans, la très médiatique Laurence Parisot, passe le relais.

Ce ne fut pas facile. Pendant des mois, elle milita pour un changement des statuts de son organisation, ce qui lui aurait permis de briguer un troisième mandat. En vain. S'en suivit une âpre guerre de succession entre les candidats à sa relève. Pour pacifier les différents courants du Medef, celui qui sera élu ce mercredi dut adjoindre à son équipe ses deux ex-principaux concurrents - dans un attelage qui devra faire ses preuves. Cet heureux élu, c'est Pierre Gattaz. Fils d'Yvon Gattaz, "patron des patrons" de 1981 à 1986, qui donna du fil à retordre au gouvernement Mauroy. La candidature de son fils, PDG de Radiall (société de sous-traitance en aéronauti-

que) bénéficiait de l'appui des puissantes fédérations patronales de la métallurgie, des banques, et des assurances.

"Plus vite et plus fort"

Pierre Gattaz promet d'"accompagner les réformes" de François Hollande. Et, comme lui, il prône le dialogue social. Mais il eut comme gourou le très libéral Denis Kessler : bras droit de l'ex-"patron des patrons" Ernest-Antoine Seillière, quand celui-ci guerroyait contre le gouvernement Jospin. Pierre Gattaz veut aussi incarner un "Medef de

combat", en lutte pour que l'exécutif aille "plus vite et plus fort" dans le social-libéralisme et procède, par exemple, à "un triple choc de confiance, de fiscalité et de compétitivité".

Le premier chantier du nouveau n°1 du Medef sera la très difficile réforme des retraites, prévue à l'automne. Pendant ses cinq ans de mandat, il devra aussi gérer le procès, à venir, du retentissant scandale de détournement de fonds à la fédération patronale de la métallurgie : un des piliers du Medef.



ERIC PIERMONT/AP

PIERRE GATTAZ

"Patron des patrons": tel son père, il y a trente ans.

Copie destinée à jdohet@setca-fgtb.be

Le Setca et la FGTB ne signeront pas le plan de Mittal

Ils demandent des garanties et feront de nouvelles propositions sous peu.

RISQUÉ

Suite au nouveau plan industriel qu'elle avait soumis aux syndicats liégeois mercredi dernier, la direction d'ArcelorMittal voulait boucler un préaccord cette semaine. Il n'en sera rien car la FGTB Métal et le Setca ont fait savoir ce mardi par communiqué qu'ils ne seront pas "complices de la mise à mort de la sidérurgie liégeoise programmée par la direction". Ils annoncent un ensemble de contre-propositions "concrètes et sous quinzaine", arguant du fait que Mittal ne donnerait pas assez de garanties sur le volume d'approvisionnement des lignes et sur le maintien des emplois.

En clair, les représentants des ouvriers et employés du syndicat socialiste refusent la nouvelle offre de Mittal, qui prévoit la sauvegarde de la Galva 5 et la mise sous cocon des autres lignes du froid pendant au moins cinq ans. Ce plan, que le groupe sidérurgique s'engage à signer,



PHILIPPE BOURGUE/REPORTERS

"Nous refusons la mise sous cocon", a déclaré Egidio Di Panfilo du Setca.

comporte notamment la cession de la cokerie (qui permettrait de consolider 350 emplois), une ouverture de principe à l'entrée de la Région wallonne dans le capital d'une société à constituer, pouvant devenir propriétaire des lignes de galvanisation si ArcelorMittal ne respecte pas ses engagements, ainsi que la création d'un fonds d'investissements de deux fois 20 millions d'euros pour la redynamisation du bassin.

Si la CSC Metea et la CNE étaient prêtes à signer le texte, moyennant aménagements, FGTB et Setca font de la résistance. "Nous refusons la mise sous cocon à ces conditions car les outils vont se dégrader rapidement, rendant une relance impossible. Et nous mettons en garde la Région de ne pas concéder des investissements financiers dans les outils, sans garantie que le groupe ne s'en aille pas de Liège à terme", déclare Egidio Di Panfilo

(Setca). Le syndicaliste tempère quelque peu la position autrefois tenue par la FGTB et le Setca, qui s'opposaient à la vente de la seule cokerie. "Préserver 300 emplois, c'est une bonne chose mais il faut savoir que les travailleurs seront exposés à des conditions de travail de mineurs de fond pendant encore deux ans, le temps que le nouveau propriétaire mette l'outil en conformité environnementale." Et on veut continuer de croire au maintien d'une sidérurgie intégrée. "Grâce au décret sur la nationalisation, un candidat repreneur pourrait se manifester si la conjoncture s'améliore", fait valoir Egidio Di Panfilo.

L'attitude de temporisation de la FGTB et du Setca est risquée quand on sait que Mittal, souhaitant conclure ce deal au plus vite, pourrait se crispier, envoyer leur nouvelle offre aux orties et revenir au plan initial de fermetures annoncé le 24 janvier. Toutefois, et même si ce nouveau plan n'a pas besoin de la signature des quatre composantes syndicales pour être avalisé, il semble probable que la direction, afin d'éviter une explosion, cherche le consensus. Elle pourrait alors accorder un petit délai aux "rouges" pour qu'ils puissent présenter leurs amendements. De là à les accepter...

Isabelle Lemaire

TOUT FRAIS TOUT NEUF

WWW.LOGIC-IMMO-NEUF.BE

LOGIC -IMMO.BE NEUF

LOGIC-IMMO-NEUF.BE

LE SITE DE
L'IMMOBILIER NEUF